

Acteurs religieux et politiques au Sénégal, vers quelles tendances post-Covid-19 ?

Auteur : Yague SAMB,

Directrice du bureau du Timbuktu Institute Sénégal



Résumé analytique

Le choix du thème « Acteurs religieux et politiques au Sénégal, vers quelles tendances post Covid-19 ? » s'inscrit dans une démarche prospective partant de la gestion de la pandémie et des interactions entre les deux sphères. La Covid-19 a entraîné une crise économique mondiale que des pays en développement, à l'instar du Sénégal, subissent de plein fouet. Cette vulnérabilité face à la maladie, conjuguée aux réalités propres du pays, a semblé contribuer à l'inobservation des mesures sanitaires édictées par les autorités sénégalaises.

Ce policy brief vise, non seulement à faire un état des lieux de la situation du Sénégal durant la Covid-19 en mettant en exergue les actions menées par les acteurs politiques et religieux, mais aussi, permettre de voir dans quelles mesures nous devons apprendre à vivre avec la Covid étant donné que l'apparition de nouveaux variants ne laisse pas présager la fin prédite de cette pandémie.

En guise d'Introduction :

Le Sénégal fait partie de ces pays d'Afrique de l'Ouest où la religion musulmane est majoritaire, mais avec une minorité chrétienne fortement concentrée dans les villes de l'Ouest et du Sud. Dans l'Est et le Sud, on trouve des groupes pratiquant des religions autochtones, communément appelées religions traditionnelles. Au-delà de cette diversité religieuse, on constate que les confréries religieuses occupent une place à la fois importante et stratégique, à tel point que certaines décisions politiques seraient prises en tenant compte de leur position. La pandémie de Covid-19 semble conforter cette hypothèse dans la mesure où, malgré les mesures limitatives des manifestations publiques, y compris celles religieuses, l'autorité étatique est rudement confrontée à la résistance de certains acteurs religieux qui semblent attachés à certains rassemblements religieux, quand bien même leur tenue pourrait s'inscrire dans une démarche de défiance de l'autorité étatique. Dans ce sillage, se pose ainsi deux questions : la première étant de savoir si la gestion de la pandémie de Covid-19 ne redéfinit pas les rapports entre religieux et politiques ; la deuxième cherchant à comprendre le cas échéant, si ce processus n'est pas enclenché bien avant cette pandémie.

Pour rappel, le Sénégal est parmi les pays où les revenus de la majorité de la population sont très faibles. Cette majorité populaire vit dans des conditions précaires et subit forcément les conséquences d'un confinement au risque de faire face à un autre virus, celui de la famine.

Une mobilisation des communautés religieuses en rempart contre la Covid-19

Si on prend l'exemple de la Covid-19, on peut voir que les communautés religieuses se sont mobilisées à travers un grand élan de solidarité lancé par le Gouvernement. On peut citer en ce sens le geste du Khalife Général des Mourides qui a contribué à hauteur de 200 millions de francs CFA pour soutenir les populations impactées. Du côté de la confrérie Tijaniyya, le Khalife, chef spirituel de cette communauté s'est particulièrement distingué dans la sensibilisation au respect des mesures préventives. À côté des contributions émanant de la communauté musulmane sénégalaise, l'Église catholique a répondu, à sa manière, aux effets de la Covid-19 en initiant des actions aussi multiples que variées allant de la sensibilisation au respect des gestes-barrières, à l'appui en numéraire, etc.

L'on constate que les fêtes religieuses qui ont également une grande place dans nos sociétés, surtout dans un pays qualifié de plus religieux au monde, peuvent rendre difficile l'application des mesures prises par l'Etat dans la lutte contre la propagation du virus dont la vitesse ne fait que croître avec notamment le variant delta ou encore le variant omicron ; selon la presse nationale, le premier cas de ce dernier variant a été détecté à Dakar le 3 décembre 2021 chez un voyageur quittant le Sénégal. D'ailleurs à la veille de la fête de Tabaski, le Président de la République a annoncé l'arrivée, par le truchement de l'initiative Covax, d'un million de doses au mois d'août 2021[1], même si, au Forum de Dakar sur la Paix et la sécurité, le Président Macky Sall a annoncé qu'un million de vaccins sont actuellement stockés sans trouver de volontaires. Cette initiative s'explique par le fait que le variant delta a aggravé la situation sanitaire au Sénégal. Cette situation coïncide avec la célébration du Magal de Touba par la communauté mouride qui rappelle le départ en exil du guide de la confrérie mouride, Cheikh Ahmadou Bamba, et qui accueille chaque année environ quatre (4) millions de

[1]<http://aps.sn/actualites/article/les-quotidiens-reviennent-sur-une-tabaski-en-temps-de-covid>

pèlerins. En effet, dans une interview accordée à « Jeunes Afrique » quelques jours avant le Magal, le porte-parole du Khalif, Serigne Bassirou Abdou Khadre Mbacké, par ailleurs petit fils de Serigne Touba (fondateur de la confrérie), explique que les mourides ne nient pas l'existence de la pandémie contrairement à ce qu'on fait croire, seulement, leur croyance aux paroles du guide, leur foi en Serigne Touba leur confèrent une certaine quiétude[1]. Dans le même sillage le Khalif général des Tidjanes a opté, de son côté, la mesure de la prudence en donnant le « Ndigueul[2]» de maintenir fermées, toutes les mosquées dont il a la responsabilité. Ces mosquées ont été fermées aussitôt le « Ndigueul » prononcé jusqu'à leur réouverture récemment par « Ndigueul » du dit Khalif.

L'Eglise catholique n'était également pas en reste, elle a décidé de fermer depuis l'annonce de l'arrivée du Coronavirus au Sénégal.

Il ne faut pas perdre de vue l'action du gouvernement sénégalais dans la distribution d'aides alimentaires à un million de foyers à travers le pays au

[1] <https://www.jeuneafrique.com/1235520/societe/magal-au-senegal-malgre-le-covid-19-touba-repond-a-ja/>

[2] Le NDIGUEL : c'est une consigne donnée par un guide spirituel à un adepte. L'adepte est celui qui fait acte d'allégeance auprès d'un homme de Dieu pour que celui-ci lui assure une ascension spirituelle.

moment où de nombreux sénégalais, se tournent vers les confréries pour obtenir une aide matérielle[1].

L'Etat sénégalais tente de faire respecter les mesures-barrières à travers des décisions administratives d'urgence

On peut ainsi voir que le coronavirus, malgré les mesures barrières (fermeture des frontières, port obligatoire du masque dans les lieux publics, le couvre-feu, etc.), a eu un impact sur tous les secteurs d'activités dont le tourisme et le commerce rudement bouleversés. Ces mesures de restrictions ont également été prises dans les transports en commun. En effet, depuis l'arrivée de la troisième vague, le ministre des infrastructures, des transports terrestres et du désenclavement a sorti un arrêté rendu public qui stipule : "Le port obligatoire du masque pour tous les occupants du véhicule jusqu'à leur débarquement, dès que le nombre est supérieur à un, l'application d'un produit désinfectant sur les mains est obligatoire pour tous les passagers avant leur accès à bord des véhicules de transport public de voyageurs"[2]. Il revient aux

[1] https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/08/covid-19-au-senegal-les-confreries-religieuses-au-c-ur-de-la-solidarite_6039046_3234.html

[2] <http://www.aps.sn/actualites/article/covid-19-des-mesures-de-restriction-dans-les-transports-annoncees>

gouverneurs des régions de veiller à l'application de l'arrêté par les organismes de transports en commun qui doivent équiper leurs personnels de matériel comme les gants, les masques et le gel hydro alcoolique au regard de la vitesse de propagation rapide du nouveau variant Delta du virus. Cette situation pousse le Président de la République à appeler à la vigilance et à une prise de conscience avant de se voir dans l'obligation de maintenir ces mesures restrictives notamment les déplacements en période de fête et certains rassemblements publics.

Toujours dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, le secteur de l'éducation tente de prendre des mesures curatives qui leur permettront de vivre avec le virus sans interruption des cours comme c'était le cas lors de la première vague. Ainsi, la coalition en synergie pour la défense de l'école publique (Cosydep), par le biais de son directeur Cheikh Mbow, pense que le secteur n'a pas encore décrypté tous les messages de la pandémie de Covid-19 avec notamment la baisse du budget d'investissement de l'éducation[1].

[1] <https://lequotidien.sn/cheikh-mbow-cosydep-lecole-na-pas-tire-les-lecons-du-covid-19/>

De nouvelles tendances pour faire face à une pandémie qui n'a pas dit son dernier mot

La Covid-19, malgré ses effets néfastes multi secteurs, a semblé donné un coup de boost à la technologie dont l'une des manifestations les plus récurrentes a été la possibilité de travailler à distance. On se rend compte que la digitalisation des entreprises est devenue incontournable pour pallier les lourdes conséquences économiques de la pandémie de Covid-19. Il se dégage ainsi un impératif qui est celui de donner aux entreprises des secteurs les plus touchés, des solutions durables pour survivre à la pandémie. Parmi ces acteurs qui accompagnent les entreprises, on peut citer Paydunya qui propose des solutions aux entreprises comme la possibilité offerte pour leurs clients de faire des transactions directement sur son site web ou encore la possibilité de rémunérer directement les salariés sur le mobile-money des employés, etc[1]. Dans une certaine mesure, le confinement a été respecté, en partie, grâce à tous les services de vente en ligne qui deviennent de plus en plus prisés et qui permettent de réduire considérablement les déplacements et les rassemblements.

[1] <https://www.agenceecofin.com/entreprendre/0211-92823-paydunya-quel-impact-sur-la-digitalisation-des-entreprises-en-afrique>

Le Coronavirus a montré les limites des entreprises qui ont été obligées de choisir l'option télétravail qui, jusque-là, fonctionne plutôt bien. Les déplacements entre Etats étaient restreints jusqu'au moment où la vaccination est arrivée et est rendue obligatoire pour se rendre dans certains pays sur présentation préalable du passeport vaccinal à l'aéroport.

Les défis pour l'Etat sénégalais

Avec la flambée épidémique et l'apparition du variant Delta, ou dernièrement celui Omicron, l'État du Sénégal s'appuie sur la coopération internationale en multipliant les partenariats pour la construction d'infrastructures de santé avec le français Ellipse Projects, mais également avec des pays comme la Chine et la Russie pour l'obtention de vaccins. Malgré tous ces efforts, la population sénégalaise était réticente à 60% à la vaccination selon une note parue en Février 2021[1]. Pour faire face à cette réticence, l'Etat a fait appel aux porteurs de voix à savoir les journalistes, les influenceurs, les acteurs de la société civile pour une sensibilisation sur l'importance du

vaccin dans la lutte contre la propagation du virus.

La gestion de la pandémie de Covid-19 a mis à nu les fragilités de l'Etat sénégalais face à une crise sanitaire aux conséquences socioéconomiques multiples. Dans le même temps, la crise sanitaire a accentué la nature oscillante des rapports entre acteurs religieux et politique. Le jeu habituel dans le cadre de rapports basés sur les logiques d'intérêt ou d'instrumentalisation mutuelle, s'est montré plus complexe lorsque s'y ajoutent des dimensions liées à la gestion du culte, entre impératifs sanitaires et questions religieuses voire existentielles. A l'approche d'importantes échéances électorales, le futur des rapports entre politique et religion au Sénégal sera surtout fonction de la capacités des différents acteurs à se servir du facteur religieux et surtout du rapport de force largement en faveur des détenteurs du monopole de la parole « religieusement » écoutée.

[1]<https://www.enviro2b.com/2021/10/07/lutte-contre-le-covid-19-au-senegal-de-plus-en-plus-dhopitaux-mais-une-population-toujours-reticente-a-la-vaccination/>